



CONSEIL D'ADMINISTRATION du 24 novembre 2017

CAP 2022 : personne ne sait plus où va Météo-France, mais le but est d'accélérer... Quant au budget, le but est de rétrécir !

Le SNITM-FO était représenté par Serge Taboulot (DIRCE/ Grenoble – Alpes du N).

Le PDG présente un point d'actualités en insistant entre autres sur notre rôle lors des 2 cyclones antillais de cet automne.

CR du précédent CA

Tenu par voie électronique, une première certes légale, mais une méthode combattue par FO pour éviter que ce genre de « réunion par mail » ne se généralise pour prétexte d'économies alors que les dossiers sont souvent confidentiels et/ou stratégiques. Interpellé par nos soins pour que le CA se prononce par un vote formel sur cette possibilité, le PDG esquive, tout en réaffirmant qu'il ne s'agit pas d'un objectif en soi, et que ce type de procédure n'a pas vocation à être utilisée fréquemment...

Action Publique 2022

Voici ce qu'il faut retenir pour Météo-France sur le fond des diverses interventions (le PDG, Madame Monnoyer-Smith au titre de la tutelle du ministère principalement) :

Dans les 9 pistes (organisations et redéfinitions des missions), le PDG commence assez clairement à prendre parti sur ses préférences « personnelles » : il exprime assez clairement défendre le maintien des services commerciaux et de la recherche au sein de l'établissement, mais n'exclut pas pour autant d'abandonner le modèle global français au profit de celui du CEP ; on sent qu'il envisage déjà clairement de pousser les services centraux parisiens vers une destination toulousaine, et que sa piste principale pour satisfaire l'appétit de Bercy pour diminuer nos effectifs est de jouer sur une diminution importante du nombre des services permanents et semi-permanents qui « mobilisent plus d'un tiers du personnel ».

Madame Monnoyer-Smith noie le poisson dans la nécessité de réduire les déficits publics et tente de relativiser via « c'est dur pour tout le monde, on est dans le même bateau ». Elle nie l'évidence quand on lui affirme que l'écologie est le ministère sacrifié par excellence, et qu'au sein de ce ministère, les EPA et Météo-France sont en tête des économies décrétées sans aucune vision objective de la demande sociale pourtant au cœur de nos services, comme l'a rappelé le représentant pour l'agriculture ! Sa seule réponse porteuse de sens est l'annonce du fait que l'étude des intérêts socio-économiques de nos services météo et climatiques est portée par France Stratégie.

De l'avis de FO, puisqu'on demande à l'établissement de définir une stratégie pour mi-janvier, ***cette étude de France Stratégie n'a évidemment plus aucun sens puisqu'elle est annoncée pour le printemps 2018... Une raison de plus pour exiger un moratoire et une réflexion sur ce qui est attendu du service public météo en France.***

Le SNITM/FO a par ailleurs insisté lourdement sur l'erreur quasi existentielle qui pourrait être faite en affaiblissant les capacités opérationnelles actuelles, savoir faire majeur des agents de Météo-France.

Nous estimons très singulier le fait que parmi les pistes actuellement à l'« étude » par le groupe de travail de la Direction (quasi copié-collé du CDG), il n'y en ait aucune qui porte un peu d'ambition pour Météo-France. Le SNITM-FO s'est donc étonné que d'autres pistes de mutualisation des moyens du service public aient été écartées, comme par l'élargissement des missions de l'établissement à des activités proches comme l'hydrologie opérationnelle ou la surveillance de la Qualité de l'air- (SPC et AASQA). La question d'une forme européenne des services météo et climato est par ailleurs déjà entamée via le CEP et les services Copernicus, nous constatons aussi qu'il n'en est jamais question dans la démarche AP 2022 dont le seul objectif est de réduire la voilure !

PLAN D' ACTIONS 2018 :

Rien de bien neuf sur ses sujets déjà connus du personnel, cette présentation est surtout destinée à informer les administrateurs Etat et personnalités qualifiées.

BUDGET INITIAL 2018:

Bérézina : un projet de budget qui grave dans le marbre -95 ETP, cumulés avec un dernier coup de rabot en gestion qui raye 3 millions d'euros d'un trait de plume en piquant sans vergogne sur un fond de roulement déjà très tangent... Et il ne faut même pas parler des investissements en berne ou des crédits de personnels qui ne prévoient rien d'autre que leur diminution !

Pour ceux qui veulent se faire une idée par eux-mêmes sur ce que coûte Météo-France aux finances publiques, nous publions ci-dessous l'évolution des **subventions pour charges de service public** :

<i>Montants en M€</i>	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Budget initial	211,76	204,27	199,38	195,97	191,65	187,10
Compte financier*	211,35	199,23	195,58	189,86	187,69	

* *Dernières prévisions pour l'exercice 2017*

Le SNITM/FO dénonce ce que nous nommons sans faire plaisir au conseil d'administration depuis près de 10 ans la **décroissance durable de Météo-France. Et nous renvoyons toute objection aux chiffres ci-dessus, du ressort unique des décideurs à la tête de l'Etat !** *De plus, le décalage croissant entre le montant budgété initialement et le montant effectivement perçu (effet des économies forfaitaires et autres « rabots ») reste inacceptable; d'ailleurs, avec les 3 M€ de mauvaise surprise, il faut probablement lire 184,69 M€ pour estimation de la SCSP 2017 (ce que l'État a vraiment donné à MF !), donc probablement 7 millions d'euros de moins que le budget initial prévu, encore un record battu d'année en année ! Le représentant du budget nous fait un couplet sur le thème d'un budget 2018 qui sera nettement plus « sincère » (en clair, nettement moins de rabots...) Non seulement nous avons du mal à y croire, mais nous sommes aussi en accord avec nos collègues qui dénoncent une prévision immuable de recettes commerciales de 33 M€ (alors que les recettes kiosque ne représenteront plus que 3 M€ et quelques en 2018 et que les recettes publicitaires n'explorent pas vraiment ! Tout faire reposer sur un conseil commercial dont les moyens sur le terrain dégringolent nous paraît proche de la méthode Coué !*

VOTE = 6 Contre : CGT, FO, Solidaires, CFDT ; 12 Pour : Etat

OUVERTURE DU CAPITAL DE MERCATOR OCEAN A DES PARTENAIRES ETRANGERS:

Cf notre CR du CA de juin dernier. Pour résumer notre avis, manifestement largement partagé par l'ensemble des participants au CA, il est logique de saisir l'opportunité de conforter ce service d'origine française en tant que prestataire européen de services pour l'océan ; pour ce faire, la participation de nombreux services européens (dont le Met Office anglais) paraît logique et rassurante.

VOTE = Pour : Unanimité à souligner

Marchés et délibérations foncières et immobilières :

Marchés adoptés : Radars en bande S (en marché cadre avec notre fournisseur habituel) ; Maintenance de l'avion de recherche ; Entretien et gardiennage de la météopole (pas très responsables vis à vis des personnels de ces entreprises...). Des incontournables, auquel le SNITM/FO ne s'associe traditionnellement pas, car il s'agit de choix de management de MF. Une exception : nous avons voté pour les investissements dans la mesure radar.

Du côté immobilier, FO s'est associé aux renouvellements de bail des centres de Reims, Agen et Bâle-Mulhouse ; mais pas à la cession de l'ex centre de Mende et à la poursuite de liquidation de Maripasoula en Guyane !

***Le prochain Conseil d'Administration est annoncé le vendredi 9 mars 2018 (après-midi !)
Les suivants sont programmés les 22 juin, 5 octobre et 23 novembre 2018.***